

Service Risques Naturels et Technologiques - Unité
Départementale de la Corse-du-Sud
Immeuble Paglia Orba - Route d'Alata
20000 Ajaccio

Ajaccio, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DEPOTS PETROLIERS DE LA CORSE

ZI du Vazzio
CD 503
20090 Ajaccio

Références : SRNT/UD2A/MD/2025-280
Code AIOT : 0007300009

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2025 dans l'établissement DEPOTS PETROLIERS DE LA CORSE implanté ZI du Vazzio CD 503 20090 AJACCIO. L'inspection a été annoncée le 16/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEPOTS PETROLIERS DE LA CORSE
- ZI du Vazzio CD 503 20090 AJACCIO
- Code AIOT : 0007300009
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le dépôt pétrolier exploité par la société DEPOTS PETROLIERS DE LA CORSE (DPLC) à Ajaccio, zone industrielle du Vazzio, permet la distribution des carburants et combustibles sur toute la côte Ouest de la Corse. Les produits pétroliers (essence, gazole, gazole pêche, fioul domestique, kérosène) sont acheminés sur le site depuis l'appontement Saint-Joseph via un oléoduc. Le site, autorisé depuis 1978, est classé "SEVESO seuil bas" et réglementé par l'arrêté préfectoral n°2A-2021-04-29-0006 du 29 avril 2021 portant mise à jour des prescriptions applicables à l'exploitation du dépôt pétrolier exploité par la société DPLC sur la commune d'Ajaccio.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- AN25 PFAS mousses
- AN25 Prélèvements envtx

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective	3 mois
5	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective	3 mois
7	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande d'action corrective	3 mois
14	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	3 mois
22	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
23	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-1-1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Disponibilité des émulseurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 43-3-1	/	Sans objet
6	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Sans objet
8	Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	/	Sans objet
9	Efficacité du système de défense incendie avec le nouvel émulseur	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2	/	Sans objet
10	Mesures compensatoires pendant la phase d'indisponibilité en émulseurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	/	Sans objet
11	Plan d'élimination des émulseurs fluorés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Sans objet
12	Alimentation en énergie et utilités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	associées (1)			
13	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
15	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
16	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	/	Sans objet
17	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
18	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	/	Sans objet
19	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	/	Sans objet
20	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	/	Sans objet
21	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
24	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
25	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les non-conformités issues de l'inspection précédente, l'exploitant a apporté l'ensemble des justificatifs permettant de lever ces non-conformités. L'inspection note par ailleurs que l'exploitant prévoit d'étanchéifier d'ici 2030 l'ensemble des sous-cuvettes du site de façon volontaire.

Concernant l'action nationale sur les émulseurs PFAS, il ressort que l'exploitant a déjà engagé des démarches pour remplacer ses émulseurs non conformes d'ici fin 2025. Le changement d'émulseur ne devrait pas engendrer d'indisponibilité du système d'émulseur sur le site grâce à une cuve bi-compartimentée.

Concernant l'action nationale sur la perte d'utilité, il ressort que l'exploitant dispose des dispositifs de secours nécessaires et correctement maintenus et testés. Le personnel interrogé sur site lors de l'inspection maîtrisait la marche à suivre en cas de perte du réseau. L'exploitant devra néanmoins formaliser les actions à entreprendre en cas de perte du réseau dans une procédure spécifique.

Concernant l'action nationale sur les prélèvements environnementaux en cas d'incendie sur le site, l'exploitant doit revoir sa stratégie de façon à pouvoir réaliser les premiers prélèvements environnementaux dans un délai compatible avec les attendus réglementaires (prélèvements réalisés sous 3 heures).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Information de l'ICC des accidents/incidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p>
Constats : <p>L'exploitant s'appuie sur son logiciel interne RTOP pour décider de l'information de l'inspection d'un incident/accident. L'inspection est informée en cas d'atteinte à l'environnement.</p>

La télédéclaration des incidents/accidents à compter du 1er janvier 2026 a été rappelé à l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-1-1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10-7 mètres par seconde. Cette exigence est portée à 10-8 mètres par seconde pour une rétention de surface nette supérieure à 2 000 mètres carrés contenant un stockage de liquides inflammables d'une capacité réelle de plus de 1 500 mètres cubes ; - une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport h/V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le produit dans une durée inférieure au rapport h/V calculé. L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.
<p>Constats :</p> <p>Pour les rétentions existantes, l'annexe 7 de l'arrêté ministériel établit un calendrier d'étanchéification des rétentions:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 40% de la surface totale des rétentions étanchéifiée avant le 16 novembre 2021; - 60% de la surface totale des rétentions étanchéifiée avant le 16 novembre 2025; - 80% de la surface totale des rétentions étanchéifiée avant le 16 novembre 2030. <p>Tout en dispensant de ces exigences les rétentions "contenant des liquides inflammables non visés par une phrase de risque R23, R26, R39, R54, R56, R58, R60, R61 ou par une de leur combinaison, ou par une mention de danger H330, H331, H360F, H360D, H360FD, H360Fd, H360Df, H370 ou par une de leur combinaison, et pour lesquelles une étude hydrogéologique réalisée par un organisme compétent et indépendant atteste de l'absence de voie de transfert vers une nappe exploitée ou susceptible d'être exploitée, pour des usages agricoles ou en eau potable". L'exploitant a:</p>

- justifié que les produits stockés sur site n'étaient pas visés par ces phrases de risque ou mention de danger par une note technique référencée RR-21-02-2013 et datée du 6 février 2013,

- et fourni dès 2013 à l'inspection une étude hydrogéologique produite par le BRGM datée de juillet 1993 concluant sur le faible intérêt de la nappe aquifère présente au droit du site, et l'absence de champ captant destiné à l'alimentation en eau potable dans un secteur proche. L'étude recommandait un suivi piézométrique de la nappe afin de s'assurer de l'absence de transfert. Ce suivi de la nappe est réalisé semestriellement par l'exploitant: les derniers résultats de mai 2025 montre l'absence de dépassement sur l'ensemble des paramètres suivis. Cependant, l'inspection note que - bien qu'exempté de l'obligation de réaliser des travaux d'étanchéification de ses sous-cuvettes - l'exploitant a engagé des travaux en ce sens, notamment pour se prémunir de surcoûts importants de traitement de terres souillées en cas de déversement accidentel de produit dans une des sous-cuvettes. Par courriel daté du 16/10/2025, l'exploitant a transmis un planning actualisé des travaux prévus sur les 3 sous-cuvettes:

- Sous-cuvette n°3 (bacs 1 et 2) - 1 500m²: mur de rétention et étanchéité du fond réalisés en 2023,
- Sous-cuvette n°2 (bacs 3, 4 et 5) - 1 800m²: étanchéité du fond programmée en 2029, mur de rétention réalisé en 2025,
- Sous-cuvette n°1 (bacs 6, 7 et 8) - 1 300m²: étanchéité du fond programmée en 2030, mur de rétention réalisé en 2025.

Au jour de l'inspection, l'inspection a pu constater la bonne réalisation des travaux d'étanchéité sur la sous-cuvette n°3 lors de la visite sur site, ainsi que la réalisation du mur de rétention sur les sous-cuvettes 1 et 2, préalable à la réalisation de l'étanchéité du fond. L'ensemble des sous-cuvettes devraient être étanchéifiées d'ici fin 2030 selon le planning de l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Disponibilité des émulseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 43-3-1

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis au point 43-1 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies. L'exploitant peut avoir recours à des protocoles ou conventions de droit privé et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre.

L'exploitant définit et justifie, en fonction de la stratégie de lutte contre l'incendie retenue, le positionnement des réserves d'émulseur, dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. Si le recours aux moyens des services d'incendie et de secours est prévu dans la stratégie de lutte contre l'incendie de l'exploitant, le positionnement et le conditionnement des réserves d'émulseur sont précisés dans l'arrêté préfectoral cité au 43-2-2.

Les pomperies, réserves d'émulseur et points de raccordement de moyens de pompage mobiles aux ressources en eau sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5kW/m² identifiées dans l'étude de dangers pour les phénomènes dangereux hors effet thermique transitoire. Cette prescription n'est pas applicable :

-pour un équipement qui peut être sollicité à distance par un opérateur ;

- pour un équipement qui peut être sollicité à distance par un opérateur ;
- ou lorsque, pour un scénario d'incendie considéré, l'équipement est doublé et que l'équipement redondant est situé hors des zones d'effets thermiques susmentionnées.

Constats :

L'exploitant détermine dans son plan d'opération interne (version 2023) la quantité d'émulseur nécessaire pour chaque scénario. Le scénario majorant, le feu de cuvette complète, nécessite jusqu'à 10 500L d'émulseurs. Soit un besoin en émulseur sur site de 12 600L, en prenant en compte une marge de 20% supplémentaire issue des obligations post-Lubrizol.

Sur site, l'inspection a constaté la présence d'un réservoir d'émulseur à l'arrière du local DCI Nord constitué de 2 compartiment C1 (17 800 litres) et C2 (7 600 litres). La quantité d'émulseurs s'élevait à 6900l (C1) et 7600l (C2) le jour de l'inspection. L'exploitant dispose également d'une cuve fixe de 10 000l située au niveau du local DCI Sud. La quantité d'émulseurs s'élevait à 10 000l le jour de l'inspection.

L'inspection considère que l'exploitant dispose des ressources en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définies au point 43-1 de l'arrêté de 4 octobre 2010.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé à une analyse des émulseurs présents dans les deux réservoirs présents sur site, de type Profilm AR 3/3.</p> <p>Les résultats de cette analyse, que l'inspection a pu consulter, montrent que le PFOS (acide sulfonique de perfluorooctane) est détecté dans les différents réservoirs alors que cette substance est interdite d'utilisation depuis 2010. L'exploitant confirme que cet émulseur a été livré sur site en 2006.</p> <p>A ce jour, l'exploitant n'est pas en conformité avec la réglementation pour ce qui concerne le PFOS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier sous 3 mois la substitution des émulseurs non conformes du site et l'élimination de ces émulseurs et des eaux de rinçage éventuelles.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p>[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]</p> <p>Article 4</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Annexe I</p> <p>3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant a procédé à une analyse des émulseurs présents dans les deux réservoirs présents sur site, de type Profilm AR 3/3.</p> <p>Les résultats de cette analyse, que l'inspection a pu consulter, montrent que le PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique) est détecté dans les différents réservoirs alors que cette substance est interdite d'utilisation depuis 2023. L'exploitant confirme que cet émulseur a été livré sur site en 2006.</p> <p>A ce jour, l'exploitant n'est pas en conformité avec la réglementation pour ce qui concerne le PFHxS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier sous 3 mois la substitution des émulseurs non conformes du site et l'élimination de ces émulseurs et des eaux de rinçage éventuelles.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].</p> <p>4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.</p> <p>6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <p>a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;</p> <p>b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont</p>

<p>contenus;</p> <p>c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</p> <p>d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé à une analyse des émulseurs présents dans les deux réservoirs présents sur site, de type Profilm AR 3/3.</p> <p>Les résultats de cette analyse, que l'inspection a pu consulter, montrent que le PFOA (acide perfluorooctanoïque) est détecté dans les différents réservoirs alors que cette substance sera interdite d'utilisation à compter du 3 décembre 2025.</p> <p>A ce jour, l'exploitant est en conformité avec la réglementation pour ce qui concerne le PFOA. Néanmoins, l'exploitant doit donc évacuer cet émulseur d'ici le 3 décembre 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier sous 3 mois la substitution des émulseurs non conformes du site et l'élimination de ces émulseurs et des eaux de rinçage éventuelles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans:</p> <p>a) une autre substance, en tant que constituant;</p> <p>b) un mélange;</p> <p>c) un article;</p> <p>sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.</p> <p>5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation; - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; - à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant

contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
Constats : L'exploitant a procédé à une analyse des émulseurs présents dans les deux réservoirs présents sur site, de type Profilm AR 3/3. Les résultats de cette analyse, que l'inspection a pu consulter, montrent que les PFCA C9-C14 n'ont pas été recherchés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant sous 3 mois: <ul style="list-style-type: none"> • soit de se positionner sur la présence de PFCA C9-C14 dans ses émulseurs, éventuellement via une nouvelle analyse (type méthode TOP Assay), • soit de justifier de la substitution de ses émulseurs par un nouvel émulseur ne contenant pas ce type de PFAS (cf. points de contrôle précédents).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin. 5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.
Constats : L'exploitant a procédé à une analyse des émulseurs présents dans les deux réservoirs présents sur site, de type Profilm AR 3/3.

<p>Les résultats de cette analyse, que l'inspection a pu consulter, montrent que le PFHxA (acide perfluorohexanoïque) est détecté dans les différents réservoirs alors que cette substance sera interdite d'utilisation à compter du 10 avril 2026.</p> <p>A ce jour, l'exploitant est en conformité avec la réglementation pour ce qui concerne le PFHxA jusqu'au 10 avril 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre à l'inspection d'ici le 10 avril 2026 un plan concernant la substitution des émulseurs non conformes du site (y compris le nettoyage dessystèmes) et l'élimination de ces émulseurs et des eaux de rinçage (incluant, le cas échéant, lestockage temporaire sur site).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Efficacité du système de défense incendie avec le nouvel émulseur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Transition émulseurs sans PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau sont déterminés, justifiés par l'exploitant en fonction des scénarios définis au point 43-1 du présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en annexe du plan de défense incendie prévu au point 43-1 du présent arrêté. Ils tiennent compte de la production de solution moussante dans les conditions définies au point 43-3 du présent arrêté et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point 43-3-7 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'un nouvel émulseur sans PFAS doit être réceptionné courant décembre 2025. Cet émulseur a fait l'objet d'une étude hydraulique démontrant qu'il était adapté au site, bien que certains points soient encore en cours d'analyse (dimensions des tuyauteries en fonction de la température).</p> <p>L'inspection rappelle qu'une attention particulière doit être portée sur l'impact d'un changement d'émulseur sur le fonctionnement de l'installation de défense contre l'incendie, que cela soit en matière d'adéquation de l'émulseur vis-à-vis du type de liquides inflammables présents au sein de l'installation, mais également en matière de dimensionnement des installations de lutte contre l'incendie (notamment compatibilité du matériel concourant au dosage de l'émulseur). Les premiers retours d'expérience ont pu montrer certains dysfonctionnements sur l'efficacité des moyens d'application de défense incendie .L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité de s'assurer de l'efficacité des moyens de défense incendie du site, ce qui peut nécessiter des tests avec le nouvel émulseur en application de l'article 68 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Le retour d'expérience montre l'intérêt de réaliser ces tests. Certains référentiels les exigent, comme la règle APSAD R12 qui impose une nouvelle mise en service et la délivrance d'un nouveau certificat de conformité N12 en cas de changement d'émulseur.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mesures compensatoires pendant la phase d'indisponibilité en émulseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Transition émulseurs sans PFAS

Prescription contrôlée :

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

L'exploitant prévoit d'utiliser sa cuve à double compartiment afin d'éviter une indisponibilité du système d'émulseur. Le compartiment C1 (17 500l) va être vidangé et nettoyé afin d'accueillir le nouvel émulseur sans PFAS courant décembre. Il sera connecté avec une nouvelle pompe pour envoi sur le proportionneur.

Il est prévu de laisser la 2ème cuve C2 vide afin d'éviter tout risque de débordement (cf. incident survenu en juin 2025), et de maintenir une cuve complète afin d'éviter la présence d'air au regard du comportement du nouvel émulseur.

Le réseau devrait donc être fonctionnel avec le nouvel émulseur sans PFAS d'ici fin 2025 sans conduire à une indisponibilité temporaire du système d'émulseur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Plan d'élimination des émulseurs fluorés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

[...]

-limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;

[...]

-gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;

-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Constats :

L'élimination des émulseurs fluorés est prévue dans un site adapté sur le continent et fera l'objet d'un suivi sur Track déchets.

Concernant les opérations de nettoyage/rinçage des cuves et circuits, la stratégie de l'exploitant

est de maintenir tous ses équipements en inox (non contaminés par les PFAS), comme la cuve bi-compartiment ainsi que les tuyauteries. Les éléments en acier, contaminés, comme les vannes et pompes, vont être changés et passés en inox.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : En fonctionnement normal, le dépôt est raccordé au réseau EDF par l'intermédiaire d'un local transformateur de 400 kVA. Ce transformateur alimente une armoire de distribution principale, ainsi que des armoires de distribution annexes. Ces postes assurent le départ vers les différents récepteurs de puissance (et leur protection). Tout défaut d'isolement est détecté avec renvoi du signal sur la supervision (alerte visuelle) et dans la salle d'exploitation (témoin lumineux). L'inspection a pu constater l'existence de ce report en salle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]
Constats :

En cas de perte d'électricité, un groupe électrogène de 275 kVA assure l'alimentation en secours des fonctions principales du dépôt. Un onduleur sécurise les installations de chargement et les systèmes de supervision.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : En cas de perte d'utilité électrique, l'exploitant n'a pas défini les modalités de maintien en sécurité des installations. Ces modalités doivent être formalisées dans une procédure. Cependant, l'inspection note que l'exploitant dispose d'une procédure "Essai et test des groupes électrogène" qui évoque la marche à suivre en cas de "marche dégradée" (non démarrage automatique des groupes électrogènes).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit formaliser dans une procédure les modalités de maintien en sécurité des installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 59« Consignes d'exploitation et de sécurité. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des

consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

Constats :

L'inspection a interrogé l'exploitant sur la formation du personnel devant intervenir en cas de perte d'électricité. L'exploitant indique que le personnel est entraîné lors du test des groupes électrogènes.

Sur le terrain, l'inspection a interrogé l'agent présent en salle d'exploitation. Ce dernier, interrogé sur la marche à suivre en cas de perte d'utilité, savait vérifier le démarrage des groupes électrogènes et procéder à leur démarrage manuel si besoin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64« Equipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des barrières de sécurité du site sont alimentées par le groupe électrogène en cas de perte d'électricité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56« Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des</p>

<p>barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié sur site la présence du groupe électrogène de secours ainsi que le remplissage de la nourrice (390L, indicateur de remplissage à 100%).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant pourra utilement préciser dans le cadre de la procédure relative à la perte de l'utilité électrique les conditions de réapprovisionnement de la cuve, ainsi qu'un point de contact auprès de son fournisseur EDF afin de disposer d'informations fiables sur la durée d'indisponibilité du réseau.</p> <p>La procédure devra spécifier les actions à mettre en oeuvre en cas de défaillance du groupe électrogène (surveillance, etc.), impliquant la perte des barrières de sécurité du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010</p>

Art. 52 « Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

L'exploitant réalise les tests et maintenances prévus par ses consignes et modes opératoires. La maintenance du groupe électrogène est externalisée (contrôle annuel), tout comme l'onduleur. L'inspection vérifie par sondage les conclusions du dernier rapport de contrôle de l'onduleur en date du 30/06/2025, qui conclut à l'absence d'anomalie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

SSH :

Code de l'environnement

R. 515-100

« Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »

SSB :

Arrêté du 26/05/2014

Art. 5

« Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »

Constats :

La dernière version du POI du site date du 30 juin 2023, soit de moins de 3 ans.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

SSH :

Code de l'environnement

R. 515-100

« Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »

SSB :

Arrêté du 26/05/2014

Art. 5

« Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »

Constats :

Les derniers exercices POI sur site ont été réalisés le 11 avril 2024 et le 23 octobre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

Le POI comporte la liste des substances à rechercher dans l'air.

Les substances à rechercher dans la matrice eau devront être précisées dans la future mise à jour

du POI.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour son POI pour préciser les substances à rechercher dans la matrice eau en cas d'accident sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 23 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.[...] Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
Constats : L'exploitant est sous contrat pour des prélèvements dans toutes les matrices mais sous des délais incompatibles avec la réglementation (24h). L'exploitant travaille à une stratégie de prélèvements compatible avec les attendus réglementaires (prélèvements réalisés sous 3 heures), a priori en mutualisation avec d'autres exploitants SEVESO de l'île.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit disposer d'une stratégie de prélèvements permettant de réaliser ces derniers

sous 3 heures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 24 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a recours à une prestation externe par un organisme habilité pour la réalisation des prélèvements en cas d'accident sur le site..</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98,</p>

au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.
Constats : L'étude de dangers du site, mise à jour le 16/12/2024, comprend la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie. Cette étude de dangers fera l'objet d'un rapport d'instruction dédié.
Type de suites proposées : Sans suite